



CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/C.2/SR.278
22 août 1955
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE PERMANENT DES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUX CENT SOIXANTE-DIX-HUITIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,

le jeudi 14 juillet 1955, à 10 heures 35.

SOMMAIRE

- Pétitions concernant le Territoire sous tutelle du Tanganyika
(T/C.2/L.155; T/PET.2/194 et Add.1 et 2; T/OBS.2/16, 22 et 23).
- Pétitions concernant le Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi
(T/C.2/L.151; T/OBS.3/13).

PRESENTS

<u>Président</u> :	M. de CAMARET	France
<u>Membres</u> :	M. HAMILTON	Australie
	M. MULCAHY	Etats-Unis d'Amérique
	M. CHACKO	Inde
	M. TARAZI	Syrie
	M. BENDRYCHEV	Union des Républiques socialistes soviétiques
<u>Egalement présents</u> :	M. SCHEYVEN	Belgique
	M. GIDDEN	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
<u>Secrétariat</u> :	M. MASHLER	Secrétaire du Comité

PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA (T/C.2/L.155;
T/PET.2/194 et Add.1 et 2; T/OBS.2/16, 22 et 23)

Sur l'invitation du Président, M. Gidden (Royaume-Uni) prend place à la table du Comité.

I. Pétition de M. J.T. Woodcock (T/PET.2/175 et Add.1 et 2)

M. GIDDEN (Royaume-Uni) confirme que l'enquête légale a permis d'établir que le pétitionnaire avait été assassiné par un inconnu ou des inconnus, comme M. Williams l'indique dans sa lettre.

M. TARAZI (Syrie) propose de faire connaître à l'exécuteur testamentaire du pétitionnaire les observations de l'Autorité administrante et la déclaration faite par son représentant.

Le PRESIDENT demande au Secrétariat de prendre note de cette suggestion.

II. Pétition de M. William Milangusi (T/PET.2/190)

M. GIDDEN (Royaume-Uni) dit qu'au moment où l'Autorité administrante a rédigé ses observations (T/OBS.2/22) elle avait cru comprendre que le pétitionnaire demandait une aide financière. Mais, depuis lors, elle a constaté qu'en 1952, le fils du pétitionnaire avait échoué à l'examen d'entrée en quatrième. L'intéressé avait été informé qu'il pourrait se représenter à l'examen l'année suivante et on lui avait offert de prendre pension chez le directeur de l'école, mais il ne l'avait pas fait. Il n'est pas question que le pétitionnaire acquitte les droits de scolarité qu'il mentionne dans sa pétition car il s'agit là d'écoles moyennes qui comprennent les classes de cinquième, sixième et septième, que son fils n'est pas en mesure de suivre. Tout écolier du Territoire qui fait preuve d'application pendant ses premières années d'études et dont la famille n'est pas à même de payer les droits de scolarité peut compter pour achever ses études, sur une subvention de l'Administration ou sur une aide venant d'autres sources.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si toutes les écoles publiques et privées du Territoire sont payantes. Il voudrait savoir pourquoi les autorités compétentes ont cru devoir ériger une

(M. Bendrychev, URSS)

barrière entre la quatrième et la cinquième, si tous les enfants qui possèdent les aptitudes requises ont accès aux écoles du degré moyen et quel pourcentage de ceux qui sortent de quatrième poursuivent effectivement leurs études.

M. HAMILTON (Australie) demande ce que l'Autorité administrante a l'intention de faire au sujet du fils du pétitionnaire.

M. GIDDEN (Royaume-Uni) déclare que, si les écoles publiques perçoivent généralement des droits de scolarité, dans la pratique, la fréquentation scolaire ne dépend pas du paiement de ces droits, comme l'Autorité administrante l'indique dans ses observations. Le fils du pétitionnaire n'a pas fini ses études de quatrième à l'école primaire et, par conséquent, la question de son entrée dans une école du degré moyen ne se pose pas. L'Autorité administrante ne peut pas faire grand chose pour lui, puisqu'il a refusé de se représenter à l'examen et même de profiter de l'occasion exceptionnelle qui lui était offerte de prendre pension chez le directeur de l'école.

L'examen d'entrée dans les écoles moyennes n'est pas considéré comme un concours, mais comme un moyen de déterminer si l'élève possède bien les premiers rudiments de l'instruction et est capable de suivre des programmes plus avancés. M. Gidden n'est pas en mesure de donner le pourcentage exact d'écoliers qui passent de la quatrième aux écoles du moyen degré. L'Autorité administrante attache une grande importance à l'instruction des Africains.

Répondant à une question du représentant de l'Australie, M. Gidden dit que le programme des écoles primaires a pour but d'inculquer aux enfants les rudiments de la lecture, de l'écriture, de l'arithmétique, de la géographie, de l'instruction civique et du souahéli.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il a visité les écoles du Territoire sous tutelle et que la division de l'enseignement en trois degrés - primaire, moyen et secondaire - lui paraît appropriée aux besoins des habitants en matière d'instruction. Il est manifeste que les autorités compétentes veulent permettre au plus grand nombre possible d'enfants d'achever les études primaires, mais elles fixent un niveau plus élevé pour les élèves des écoles moyennes qui doivent passer un examen d'entrée.

M. HAMILTON (Australie) propose de signaler au pétitionnaire les observations de l'Autorité administrante et la déclaration de son représentant, d'où il ressort notamment que, si l'enfant en question n'a pu poursuivre ses études, c'est parce qu'il avait échoué à l'examen d'entrée en quatrième, et que l'Autorité administrante n'admet pas qu'un enfant soit exclu, uniquement pour des raisons financières, des cycles d'études moyen et supérieur.

Le PRESIDENT demande au Secrétariat de prendre note de cette suggestion.

III. Pétition de M. Edward Levy (T/PET.2/191)

M. TARAZI (Syrie) demande si l'Autorité administrante a les reçus correspondant aux sommes que le Séquestre des biens ennemis a versées au pétitionnaire et si ces versements ont retiré au pétitionnaire le droit de rien réclamer par la suite. En essayant de réfuter les observations de l'Autorité administrante, le pétitionnaire a posé des questions qui dépassent la compétence du Comité. C'est aux tribunaux du Territoire qu'il appartient de décider si son internement était légal. Le représentant de la Syrie se demande si le pétitionnaire pourra encore demander des dommages-intérêts si les tribunaux décident que son internement était injustifié.

M. GIDDEN (Royaume-Uni) répond que la comptabilité du Séquestre des biens ennemis est sans aucun doute vérifiée par le gouvernement et qu'il existe certainement des bordereaux pour les paiements faits au pétitionnaire. L'intéressé a malheureusement été la victime de circonstances nées de la guerre : c'est là la clé du problème. On ne peut pas l'empêcher de présenter de nouvelles réclamations, mais il est douteux qu'elles soient recevables. Pour l'Autorité administrante, il est hors de doute que le pétitionnaire avait la nationalité allemande et il n'y a rien dans la pétition qui indique qu'il soit en mesure de prouver le contraire. Il est donc peu probable qu'il réussisse à obtenir les indemnités qu'il demande par une action judiciaire. Son exploitation n'a pas été prise en dépôt, mais purement et simplement confisquée comme bien ennemi.

M. CHACKO (Inde) demande ce que l'Autorité administrante veut dire quand elle considère que, même s'il n'avait pas été interné, le pétitionnaire se serait trouvé dans la même situation que présentement. Il voudrait savoir si le pétitionnaire a raison de dire que le Gouvernement du Tanganyika n'a pas pris de décision tendant à confisquer ses biens.

M. GIDDEN (Royaume-Uni) répond que, selon l'Autorité administrante, le pétitionnaire n'avait pas réussi à prendre les dispositions voulues pour assurer l'entretien de son exploitation dont la valeur diminuait sans cesse. Le Gouvernement du Tanganyika avait confisqué ses terres sans avoir besoin de prendre une décision spéciale car, s'agissant de biens ennemis, la confiscation était automatique.

M. CHACKO (Inde) estime qu'il s'agit de savoir si le pétitionnaire a été illégalement considéré comme ressortissant ennemi; c'est là une question qui doit être tranchée par les tribunaux du Territoire. S'ils donnent raison au pétitionnaire, il aurait droit, semble-t-il, à une compensation.

M. HAMILTON (Australie) suggère de conseiller au pétitionnaire de consulter un avocat pour savoir si son affaire peut être portée devant les tribunaux.

Le PRESIDENT demande au Secrétariat de prendre note de cette suggestion.

IV. Pétition des héritiers d'Otto Werner, décédé (T/PET.2/194 et Add.1)

M. MASHLER (Secrétaire du Comité) indique que le Secrétariat a reçu un télégramme de M. Heinz Langguth, avocat à Hambourg, qui demande au Comité de renvoyer l'examen de la pétition à la prochaine session du Conseil de tutelle, parce qu'il a d'importants documents complémentaires à présenter au Conseil.

En réponse à une question du représentant de la Syrie, le Secrétaire du Comité dit qu'il ressort d'une pétition précédente que M. Langguth a reçu procuration pour cette affaire.

M. TARAZI (Syrie) suggère que le Secrétariat informe M. Langguth que l'examen de la pétition a été renvoyé.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) pense qu'il faudrait également informer de ce fait M. William Peter Holder, l'avocat du pétitionnaire au Tanganyika.

Le PRESIDENT prie le Secrétariat de faire savoir aux deux avocats que l'examen de la pétition est ajourné.

M. Gidden (Royaume-Uni) se retire.

PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU RUANDA-URUNDI (T/C.2/L.151;
T/OBS.3/13)

Sur l'invitation du Président, M. Scheyven (Belgique) prend place à la table du Comité.

I. Pétition de M. Antoine Rigiraneza (T/PET.3/79)

En réponse à une question de M. HAMILTON (Australie), M. MASHLER (Secrétaire du Comité) précise que la résolution du Conseil dont il est fait mention au paragraphe 5 est la résolution 1115 (XV).

En réponse à des questions de M. HAMILTON (Australie), M. SCHEYVEN (Belgique), déclare que les éleveurs de bétail n'ont jamais été contraints d'apposer leurs empreintes digitales ou leur signature sur les documents en question. Les intéressés n'ont rien à payer pour l'inspection vétérinaire; ils doivent simplement acquitter l'impôt sur le bétail et parfois une contribution minime pour la construction des bassins d'immersion.

M. HAMILTON (Australie) fait observer que les conditions décrites dans la pétition et dans les observations de l'Autorité administrante sont en rapport avec les faits qu'a dégagés l'examen du rapport annuel à la quinzième session; à cette occasion, le Conseil a pris note avec satisfaction des mesures prises pour lutter contre l'érosion et pour réglementer l'élevage.

Répondant à des questions de M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) au sujet de la propriété du terrain, M. SCHEYVEN (Belgique) dit que celui-ci n'appartient pas à des particuliers, mais sert de pâturage collectif aux autochtones. Les autorités envisagent de le concéder à un syndicat sucrier qui y planterait de la canne à sucre, mais elles attendent les résultats des expériences faites par la "mission antiérosive" sur une parcelle de 50 ares.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si les autochtones ont été consultés au sujet de cette concession et s'ils ont donné leur consentement.

M. SCHEYVEN (Belgique) répond que cette transaction servira les intérêts des autochtones. D'une part, l'établissement d'une raffinerie de sucre améliorera la situation économique; d'autre part, les chefs et les notables qui ont donné

(M. Scheyven, Belgique)

leur agrément ne l'auraient pas fait s'ils n'avaient pas eu la certitude que les pâturages qui doivent leur être cédés en échange ne sont pas au moins aussi bons que ceux qu'ils utilisent actuellement. L'Administration a prévu une dépense de 8.711.000 francs pour l'amélioration des nouveaux pâturages destinés aux éleveurs; le sol y contient moins de sels de magnésium mais plus de calcium que les pâturages actuels.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande pourquoi on ne pourrait pas cultiver la canne à sucre sur le second terrain puisqu'il se prête au pâturage, aussi bien que le premier.

M. SCHEYVEN (Belgique) répond que les deux terrains ne conviennent pas également à la canne à sucre. Si les pâturages actuels continuaient d'être utilisés, ils se trouveraient entourés par des plantations de canne à sucre et le bétail devrait traverser ces plantations pour s'y rendre. De plus, il est préférable, du point de vue technique, de concentrer les cultures de canne à sucre dans une même zone.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si le pétitionnaire est fondé à dire qu'il n'y aura pas assez d'eau dans les nouveaux pâturages et si le syndicat sucrier comprend uniquement des Européens.

M. SCHEYVEN (Belgique) expose que les fonds destinés à l'amélioration des pâturages serviront principalement à installer des bassins d'immersion et des rigoles d'irrigation. L'Administration n'aurait pas envisagé d'accorder une concession à l'entreprise sucrière si elle avait dû de ce fait, attribuer aux éleveurs des terrains arides. Le syndicat ne compte que des Européens.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime qu'il ne convient pas de priver les autochtones de leurs terrains de parcours traditionnels simplement pour avantager une entreprise européenne. Il demande si l'Administration a envisagé d'encourager les autochtones à cultiver eux-mêmes la canne à sucre dans la région.

M. SCHEYVEN (Belgique) répond que la culture de la canne à sucre et le raffinage du sucre, pour être rentables, exigent de vastes plantations et un outillage onéreux. La population de la région est trop dispersée pour qu'il soit

(M. Scheyven, Belgique)

possible d'organiser une industrie sucrière indigène; en outre, les autochtones ne seraient pas en mesure d'investir dans une telle affaire autant de capital que le syndicat. La décision en question a été prise en vertu de la politique d'industrialisation du Territoire.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense que cette politique devrait avoir pour but d'encourager les industries locales.

En réponse à des questions de M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique), M. SCHEYVEN (Belgique) précise que la distance entre les deux zones n'est pas grande et que les éleveurs n'auront pas à déplacer leurs demeures. Il est peu probable que le nombre de têtes de bétail dans les nouveaux pâturages diminue, les conditions climatiques restant les mêmes.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) demande quel sera l'effectif approximatif des autochtones qui seront employés par l'entreprise sucrière et si le Territoire produit le sucre dont il a besoin.

M. SCHEYVEN (Belgique) répond qu'il est impossible d'évaluer le nombre d'autochtones qui seront employés, car le projet est encore à l'étude et la concession n'a pas été définitivement accordée. Tout le sucre actuellement consommé dans le Territoire est importé.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) estime qu'il faut féliciter l'Autorité administrante des efforts qu'elle déploie pour organiser de nouvelles industries afin de permettre au Territoire de suffire à ses besoins. Il demande si le pétitionnaire est un chef ou un notable, ou s'il a d'autres fonctions officielles, et si la population locale a protesté officiellement contre la concession.

M. SCHEYVEN (Belgique) répond que le pétitionnaire, âgé d'environ 70 ans, a été chef dans une autre région; il a rempli pendant longtemps les fonctions d'interprète auprès du Gouverneur du Congo et a pris sa retraite, il y a quelques années, pour s'établir éleveur. La population locale n'a élevé aucune protestation officielle.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'à son avis le Comité doit examiner avec la même attention toutes les pétitions des autochtones, qu'elles émanent ou non d'un chef ou d'un notable.

M. SCHEYVEN (Belgique) affirme que cette idée n'a pas cours dans le Territoire. Aucune des pétitions relatives au Ruanda-Urundi n'émane d'un chef ou d'un notable.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) précise que sa question avait pour objet de déterminer si le problème était assez grave pour avoir été pris en considération par les autorités locales ou si la plainte n'était que l'expression d'une opinion individuelle.

M. HAMILTON (Australie) demande si, lorsque le syndicat aura installé la raffinerie et planté en canne à sucre la surface minimum nécessaire pour que l'entreprise soit rentable, l'Autorité administrante compte encourager les autochtones à cultiver des cennes à sucre pour les faire raffiner par le syndicat.

M. SCHEYVEN (Belgique) dit que l'Autorité administrante serait heureuse de voir les habitants indigènes se livrer à la culture de la canne, la consommation de sucre étant très élevée dans le Territoire. Il y a intérêt, néanmoins, à laisser à un syndicat européen le soin de faire les premiers pas et de cultiver l'étendue minimum nécessaire à l'établissement d'une industrie, car les autochtones risqueraient d'abandonner la culture de la canne en faveur d'une culture d'un profit plus immédiat. Du reste, les autorités encouragent les indigènes à diversifier les récoltes et elles ne leur demanderont à planter de la canne à sucre que s'ils le désirent expressément.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne partage pas l'avis selon lequel les Européens seraient plus intelligents ou plus dignes de confiance que les Africains.

M. SCHEYVEN (Belgique) réplique que l'intelligence des habitants du Ruanda-Urundi n'est pas en question. Il ne fait pas de doute, cependant, qu'ils sont moins persévérants dans l'effort que les Européens, et qu'ils ont moins d'expérience et de connaissances techniques.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait savoir où en est le projet de concession.

M. SCHEYVEN (Belgique) dit que lorsque l'enquête préliminaire sera terminée, les magistrats, les chefs et les notables de la région seront saisis de l'affaire, en présence de toutes les personnes directement intéressées. La transaction sera conclue entre l'Administration et les habitants, puis le gouvernement accordera la concession au syndicat. Les terrains en question comprennent environ 4.000 acres. Le document qu'ont signé les éleveurs est un permis autorisant l'enquête préliminaire; comme il n'y a pas eu d'opposition formelle à cette enquête et que les terres en question sont propriété collective, l'affaire suivra son cours.

M. CHACKO (Inde) demande quel est le taux de la taxe sur le bétail et désire savoir s'il y a des dispositions légales pour réduire cette taxe au cas où le propriétaire du bétail n'est pas en mesure de la payer.

M. SCHEYVEN (Belgique) déclare que la taxe est d'environ 65 francs par tête de bétail par an. La loi ne prévoit pas de rabais, car les éleveurs de bétail peuvent généralement payer la taxe. Répondant à une autre question, M. Scheyven déclare que, si c'est nécessaire, les éleveurs bénéficieront de délais pour le paiement de l'impôt.

M. HAMILTON (Australie) propose d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante et sur les déclarations du représentant de la Belgique, lequel a donné notamment les précisions suivantes : la terre que l'on se propose de faire évacuer par les éleveurs de bétail ne sera l'objet d'un transfert que si les droits des habitants indigènes sont garantis au maximum; les autorités, de même que les personnes dont le pétitionnaire se dit le porte-parole ont participé elles-mêmes aux arrangements précédents relatifs à la concession et n'ont formulé aucune plainte; l'Autorité administrante prévoit que l'on utilisera la terre de façon à réaliser la diversification de l'agriculture dans la région, ce à quoi s'emploieront non seulement les entreprises européennes, mais aussi les habitants indigènes eux-mêmes; cet emploi de la terre facilitera également la création d'une industrie qui vraisemblablement contribuera d'une façon notable à l'indépendance économique du Territoire, lequel produira une denrée aujourd'hui entièrement importée; la nouvelle terre attribuée aux éleveurs

(M. Hamilton, Australie)

de bétail est tout aussi bonne que les terres qu'ils exploitaient auparavant et, grâce à des mesures qui sont en cours d'adoption, elles s'amélioreront davantage encore.

Le PRESIDENT déclare que le Secrétariat préparera un projet de résolution en s'inspirant de la proposition du représentant de l'Australie.

II. Pétition de M. Kizoto Gitambala (T/PET.3/80)

M. TARAZI (Syrie) demande pourquoi le pétitionnaire a été transféré d'Usumbura à Kigali et désire savoir s'il a déjà été jugé.

M. SCHEYVEN (Belgique) déclare que le pétitionnaire a été transféré à Kigali, parce que c'est là qu'il a commis l'un des délits dont il est accusé et qu'il est plus facile d'y atteindre le plaignant et les témoins. M. Scheyven ajoute qu'à sa connaissance, le tribunal n'a pas encore examiné l'affaire.

M. TARAZI (Syrie) souligne que, outre une plainte d'ordre personnel, la pétition a trait à un certain nombre de questions d'ordre général. Le Comité doit décider s'il convient d'examiner toutes ces questions maintenant ou de les renvoyer au Conseil qui les examinerait à sa dix-septième session en même temps que le rapport relatif au Ruanda-Urundi.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) estime qu'en attendant, la proposition que l'Autorité administrante a faite dans le paragraphe 1 de ses observations, (T/OBS.3/13), à savoir de transmettre au pétitionnaire des documents relatifs à l'Accord de tutelle, devrait faire l'objet d'une résolution formelle.

M. HAMILTON (Australie) propose formellement que la partie de la pétition relative aux questions d'ordre général soit renvoyée au Conseil, pour qu'il l'examine à sa dix-septième session, en même temps que le rapport sur le Ruanda-Urundi.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que rien n'empêche le Comité d'examiner toute la pétition.

M. TARAZI (Syrie) souligne que si, dans une résolution provisoire, l'on attire l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, les membres du Comité seront libres de poser au représentant de la Belgique des questions sur les différentes parties de la pétition, de façon que l'on puisse également attirer l'attention du pétitionnaire sur les réponses qui auront été données. Il est essentiel d'examiner à fond la question avant de préparer un projet de résolution pour le Conseil.

M. Tarazi propose, par conséquent, d'adopter une résolution selon laquelle l'ensemble de la pétition ne serait examiné que lorsque le Conseil aurait lui-même examiné, à sa dix-septième session, le rapport de l'Autorité administrante concernant le Ruanda-Urundi; le Secrétaire général serait prié de communiquer au pétitionnaire la décision du Comité.

Après une discussion de procédure, M. CHACKO (Inde), appuyé par M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) propose de lever la séance.

La séance est levée à 13 heures 10.